

Pourquoi l'un des pionniers de l'aventure Facebook demande le démantèlement du géant de la tech



« Il est temps de briser Facebook » a récemment déclaré Chris Hughes, cofondateur de Facebook, dans un éditorial incendiaire pour le New York Times, jeudi dernier.

Avec Daniel
Ichbiah

Atlantico.fr : En quoi le pouvoir de Mark Zuckerberg est-il « inédit et anti-américain », comme le stipule son ancien colocataire à Harvard ?

Daniel Ichbiah : Il y a une précision à faire. Chris Hughes n'est pas le cofondateur de Facebook : il a été porte-parole de Facebook au début parce qu'il était colocataire de Zuckerberg à Harvard. Son rôle a été assez mineur : il envoyait des communiqués de presse aux universités etc. Au début de Facebook, pendant l'été qui a été majeur en 2004, il n'était pas là, il est arrivé plus tard. Quoiqu'on pense de ce qu'il dit, le fait qu'il fasse cette déclaration maintenant laisse à penser qu'il pourrait y avoir d'autres raisons que celle-ci. C'est quelqu'un d'ouvertement démocrate qui a participé à la campagne de Barack Obama. Il ne parle donc pas de nulle part.

Chris Hughes propose de forcer Facebook à se séparer d'Instagram et de WhatsApp, et demande au gouvernement fédéral de briser les monopoles accordés par le Sherman antitrust act. Ces mesures sont-elles pertinentes et adaptées ?

Ce n'est pas parce que Zuckerberg a racheté Instagram et WhatsApp qu'il est en situation de monopole. Il a un monopole sur des services gratuits : c'est très difficile de parler de monopole quand on ne vend rien. C'est un monopole consenti, en quelque sorte. Il y a eu un cas similaire avec Google, un procès en 2013 du gouvernement américain sur Google qui n'a pas abouti pour la simple et bonne raison que Google ne force personne à utiliser ses services. Il y a quelque chose d'assez malsain derrière cette tribune, qui ressemble davantage à un règlement de compte personnel.

Ce qui est vrai, c'est que les Etats-Unis, et plus plus sous Donald Trump, sont fondamentalement en faveur des entreprises. Le seul vrai monopole qui ait été brisé remonte aux années 1970 : il s'agit du monopole AT&T sur la téléphonie. C'était différent puisqu'il n'y avait qu'un seul opérateur qui équipait tous les consommateurs. A l'inverse, Facebook n'est pas en monopole puisqu'on peut le quitter librement.

Le problème de Facebook est de limiter les abus. Il ne s'agit pas de défendre Mark Zuckerberg. On lui fait un faux procès puisqu'on lui reproche ce qui ne dépendait pas de lui.

Menace pour la vie privée, la concurrence, la démocratie : est-ce une crise conjoncturelle ou la faillite de

son « business model » qui frappe Facebook depuis plusieurs années ?

Facebook est un outil : il peut servir à organiser un hold-up comme à sauver des otages, il peut offrir le meilleur et le pire. Zuckerberg a été totalement dépassé par la croissance de Facebook, et on peut le comprendre puisque quand on a 2,3 milliards d'utilisateurs, c'est difficile de deviner ce que les gens sont capables de faire. On peut reprocher à Zuckerberg de ne pas avoir prévu, mais qui aurait pu prévoir ce qui est arrivé ? Dans le cas du Cambridge Analytica, il n'était pas le premier responsable : un test de personnalité a été vendu à des secrétaires américains par le créateur du test qui a changé la dénomination de ce test pour le transformer en application commerciale. Il y a donc une personne chez Facebook qui a fait une erreur en acceptant ce changement de nomination commerciale. Peut-on considérer que le PDG d'une boîte comme Mitsubishi soit responsable si dans une usine un salarié fait une erreur ?

Zuckerberg est un génie, comme Bill Gates et Steve Jobs, mais il est totalement dépassé. Il faut savoir que c'est quelqu'un de foncièrement anti-Trump, et savoir que Facebook a aidé Donald Trump à accéder au pouvoir l'a beaucoup ennuyé. Le problème d'un outil comme Facebook, c'est ce que font les utilisateurs et la façon dont il peut être détourné. Cela, Zuckerberg n'en est pas responsable.